

D 901 NICARAGUA: 'AVANT QU'IL SOIT TROP TARD'

Le texte ci-dessous est celui de l'éditorial de la revue vénézuélienne "Sic", n° 459 de novembre 1983, éditée par le Centro Gumilla de Caracas. Il nous a semblé particulièrement significatif et explicatif de l'aggravation de la situation nicaraguayenne, après l'invasion nord-américaine de Grenade. L'analyse faite ici mérite d'être regardée de près. Les mois qui viennent seront déterminants pour le Nicaragua et l'Amérique centrale. L'avenir dira bientôt ce qu'il en est réellement de la diplomatie latino-américaine en la matière (cf. DIAL D 879).

Note DIAL

LES VÉNÉZUÉLIENS ET L'HEURE "H" AU NICARAGUA

Nicaragua, heure H

Quand Allende tomba, "Sic" écrivit un éditorial ému et solidaire. Nous y parlions des erreurs de l'Unité populaire mais nommions également les ennemis du peuple: l'impérialisme nord-américain, l'oligarchie chilienne et la trahison de la Démocratie chrétienne. L'éditorial s'intitulait: "Chili, un espoir écrasé". C'était un geste de solidarité et la réaffirmation que cet espoir renaîtrait, purifié et renforcé. Mais Pinochet était déjà au pouvoir et une décennie cruelle et inutile commençait.

Aujourd'hui, dix ans après, nous écrivons cet éditorial parce que nous croyons qu'il est encore temps de nous épargner une nouvelle épitaphe, appliquée cette fois aux dirigeants sandinistes et à l'espoir de nos peuples. Aussi faisons-nous entendre notre voix, une voix nue et désarmée, et lançons-nous un cri d'alarme avant qu'il soit trop tard.

Quatre ans après sa mise en place l'expérience sandiniste est en danger. Le Nicaragua est envahi par le nord et par le sud. Il se trouve virtuellement en état de guerre. Cela entraîne une crise sévère dans le ravitaillement, une militarisation croissante, l'impossibilité de s'adonner à temps complet à la reconstruction du pays, la perte des libertés civiques sacrifiées ainsi à la sûreté nationale, de la fatigue et du désenchantement pour le peuple dans le cadre d'une adhésion pourtant encore majoritaire, ainsi qu'une certaine faiblesse du point de vue du soutien international.

Si l'escalade dans l'invasion se poursuit au rythme actuel, l'expérience sandiniste peut arriver à son terme. L'alternative serait alors, soit un

gouvernement totalitaire de signe marxiste qui entendrait défendre la souveraineté nationale au prix du monolithisme socio-politique et de la soumission au bloc soviétique, soit une dictature de droite encore plus féroce que celles d'Amérique centrale. Ce serait aussi une guerre interminable. Car s'il est possible (bien que non probable pour l'instant) que le gouvernement actuel tombe, il est impensable que les sandinistes se rendent ou soient anéantis.

Des erreurs rectifiables

Comment en est-on arrivé là, après le consensus intérieur du départ, la sympathie dans la solidarité de tant de peuples, ainsi que la joie, la poésie et le pardon qui ont signé les commencements? A l'évidence le consensus initial n'existe plus. Il était à prévoir qu'il se briserait: les uns ont lutté contre Somoza pour en finir avec le monopole des somozistes et pour prendre leur place comme classe capitaliste après avoir aboli les privilèges du clan; d'autres ont lutté contre les excès de la dictature, par souci des libertés formelles; d'autres, nationalistes, entendaient restaurer la souveraineté nationale et mettre un terme à l'intolérable protectorat nord-américain; d'autres ajoutaient au nationalisme la perspective populaire et voulaient ainsi reconstruire le pays en fonction des masses opprimées et marginalisées; d'autres, pour la concrétisation de ces objectifs sandinistes, avaient ajouté des ingrédients marxistes; et d'autres, enfin, pensaient que la seule issue efficace était le marxisme-léninisme.

Ces divers projets historiques étaient-ils compatibles? Il est évident que non. Il est également patent que ceux qui ont porté le poids du combat, et qui ont accumulé pouvoir et hégémonie, ce sont les trois derniers groupes qui, unis, constituent le groupe des commandants.

Était-il fatal que l'absence de consensus débouchât sur un antagonisme grandissant? Non. Les chefs d'entreprise auraient pu accepter d'être en situation de subordination, même permanente; mais parce qu'ils disposaient de 70 % des ressources, ils se sont refusé à investir. Les démocrates libéraux auraient pu accepter les restrictions prévisibles d'une situation nationale d'urgence et jouer de façon plus nationaliste et créatrice, au lieu d'utiliser leurs énergies à mesurer leur soutien et à mettre en tête de leurs priorités la dispute de l'hégémonie sandiniste. Le gouvernement et ses organisations de masses auraient pu prendre un profil héroïque plus bas et adopter un ton plus civil, tout en recherchant une hégémonie nouvelle qui fût basée non pas tant sur les sacrifices passés que sur la capacité de rassembler les forces, de distribuer les tâches et de parvenir à un consensus ordonné à la reconstruction nationale.

Le noeud de la question

La situation intérieure du Nicaragua est aujourd'hui détériorée. Et la faute en revient aux chefs d'entreprises, au gouvernement, aux partis et syndicats, à l'Eglise et aux organisations sandinistes.

Mais ne nous y trompons pas. Tout cela pourrait être remodelé et recomposé avec le temps. Nous sommes des aveugles si nous ne voyons pas que la contradiction principale au Nicaragua est aujourd'hui la Nation-Empire telle que l'a vue Sandino en son temps. Le Nicaragua est l'objet d'une invasion de la part du gouvernement nord-américain qui ne permet pas qu'existe dans cette région des Caraïbes un régime non capitaliste et non dépendant. L'impérialisme nord-américain est l'ennemi principal. Sans l'appui direct des

Etats-Unis, les anciens gardes somozistes ne pourraient rien faire. Les Etats-Unis ont occupé militairement le Honduras pour en faire leur plateforme d'opérations, et utilisent l'armée hondurienne comme support logistique et éventuelle troupe de choc. Sans l'appui des Etats-Unis n'auraient pas non plus réussi à se lancer dans la guerre des démocrates aventuriers à la Edén Pastora.

Le gouvernement impérialiste de Reagan est l'ennemi principal et le responsable premier de ce qui peut arriver. Le gouvernement des Etats-Unis a, au cours de ce siècle, envahi le Nicaragua de façon répétée; il a tué et corrompu pour pouvoir continuer d'exploiter ce peuple et maintenir en place des gouvernements fantoches; il a combattu à feu et à sang tout effort tendant à rendre au pays sa souveraineté et à lui permettre de vivre dans la dignité.

Tel est le noeud de la question. Refuser de le voir ainsi et ne pas prendre position vis-à-vis de lui, c'est vouloir éteindre l'Esprit qui est au coeur des opprimés dans leur recherche de libération.

Les complices

Mais l'action criminelle du gouvernement Reagan serait sérieusement entravée si elle ne comptait sur des alliés nicaraguayens. C'est une évidence que le soutien de la CIA et, directement désormais, de l'armée nord-américaine aux anciens gardes somozistes. Il est indubitable que l'exécution des gardes nationaux se trouvant entre les mains des sandinistes victorieux aurait épargné à ces derniers bien des maux de tête; certains estiment que ce fut une erreur de n'avoir pas fait fonctionner le sinistre poteau d'exécution. Pour notre part, nous pensons qu'une victoire baptisée dans un tel bain de sang n'en serait pas pour autant plus sûre en elle-même qu'aujourd'hui et qu'elle n'aurait pas conduit à la nouveauté qui fait encore notre espoir. Pour une part au moins, l'entreprise privée est tellement liée aux intérêts, au mode de vie et à la mentalité du capitalisme, et elle est tellement devenue dépendante des Etats-Unis au cours de ce siècle, qu'il est normal pour elle, suite aux premières difficultés, voire injustices, d'avoir choisi le système plutôt que le pays.

Mais une autre part des chefs d'entreprises, des syndicats, des partis politiques et de l'Eglise ne sont peut-être pas tout à fait conscients du rôle qu'ils jouent. Embarqués dans la lutte pour le pouvoir, de façon en partie justifiée et en partie injustifiée (nous estimons, quant à nous, que c'est plus de façon injustifiée que le contraire), ils ne se rendent pas compte qu'ils sont le jouet d'une autre puissance, à l'encontre de leurs intérêts et de leurs choix (du moins verbaux). Tel fut le cas, aux origines de la Conquête, des citoyens de Tlaxcala et Cajamarca (1) dont l'alliance avec les Espagnols n'a pas seulement servi à vaincre les Aztèques et les Incas, mais aussi à détruire l'Amérique indienne et à permettre la colonisation. C'est ainsi qu'aujourd'hui, au Nicaragua, cette opposition s'intitulant démocratique est en train, par la façon dont elle agit, de conduire le pays à la dépendance et à la dictature; cette manière de faire est la démonstration, ou de son manque total de sens historique, ou de son caractère de classe anti-populaire. Si leurs adeptes ne changent pas de ligne ils seront, en dépit de leurs intentions, complices et responsables de ce qui pourra advenir. Nous ne faisons pas du chantage du genre: Ne soyez pas dans l'opposition car c'est une trahison envers la patrie. Mais nous les invitons

(1) Respectivement cités du Mexique et du Pérou ayant joué les Espagnols contre leurs ennemis locaux de l'époque (NdT).

à se défaire de l'illusion que l'alliance avec le gouvernement des Etats-Unis et avec l'opposition radicale au gouvernement sandiniste puisse être la voie pour parvenir à la réalisation de leurs objectifs. Pour eux, il n'y a pas d'autre voie que la négociation interne; ils doivent la rechercher avec sincérité et courage. Tout autre voie est suicidaire, s'ils sont vraiment nationalistes et démocrates.

Il en est de même pour le gouvernement et les organisations sandinistes. S'ils veulent conserver non seulement le pouvoir mais ce type de pouvoir et cette définition révolutionnaire, ils ne peuvent suspendre la négociation interne en assimilant opposition et contre-révolution. La contradiction antagonique, au jour d'aujourd'hui (du moins tant que Reagan sera président des Etats-Unis), entre empire et nation n'appelle pas le stalinisme comme seule voie pour faire efficacement front à l'agression. La concentration de pouvoir (militaire, administratif, politique) dans le sandinisme et la direction sandiniste, le rétrécissement des canaux pour le débat public, l'encadrement semi-militaire de la population et l'endocritinement politique peuvent, à très court terme, donner l'impression du pouvoir. Mais ce serait au prix du consensus et cela exigerait, à moyen terme, la répression généralisée. Si une telle voie devait se révéler inévitable, à quoi auraient alors servi tant de destructions et tant de morts? Si le sandinisme empruntait ce chemin, les Etats-Unis auraient atteint leur but: en finir avec la nouveauté historique et, donc, avec l'espoir que représente la révolution nicaraguayenne pour les peuples d'Amérique. Le gouvernement doit se défendre de cette provocation. Dans la justice révolutionnaire, la liberté ne peut pas être abdiquée; elle ne peut pas être un drapeau qu'on abandonne aux contre-révolutionnaires et aux opposants. Les principes d'économie mixte, de pluralisme politique et de non alignement tiers-mondiste doivent continuer d'être les drapeaux sandinistes, y compris dans l'état de guerre virtuel. Cela suppose qu'on ne renonce pas à l'esprit de négociation (avec toute la vigilance que requiert une situation aussi délicate).

Et le Venezuela dans l'affaire?

Il est indubitable que le gouvernement vénézuélien a, quelles que fussent ses intentions, fait le jeu des Etats-Unis et contribué à ce que la situation du Nicaragua évoluât vers la dépendance et la dictature. L'embargo pétrolier, suivant en cela les directives du Fonds monétaire international, serait le dernier des signes corroborant notre assertion. En mai de cette année, nous avons fait un éditorial sur le sujet. Nous y renvoyons nos lecteurs.

Tout le monde sait qu'au Honduras ce n'est pas le président de la République qui commande, ni non plus le général Alvarez, mais bien l'armée des Etats-Unis qui a envahi le pays. Et cependant notre gouvernement joue la comédie de la légitimité car il s'agit, dit-il, d'un gouvernement issu des urnes. Les conservateurs nord-américains eux-mêmes reconnaissent que l'instabilité de la région a des racines économiques et sociales. Dans ces conditions, une démocratie bourgeoise comme la nôtre est non seulement incapable de rien résoudre, mais aussi inviable en raison de l'opposition tant de l'oligarchie que des organisations populaires. Il n'y a qu'une alternative: la dictature (de droite comme de gauche) ou la démocratie populaire (2).

(2) L'expression "démocratie populaire" est à entendre ici au sens étymologique de démocratie par et pour le peuple, et non au sens historique des pays de l'Est. (Cf. note 5 dans DIAL D 881 page 7) (NdT).

Loin d'aider à sa difficile naissance, notre gouvernement conspire contre elle et lui fait obstacle en recherchant, dit-il, une démocratie à la vénézuélienne parce qu'il a en réalité une peur viscérale d'une démocratie à base populaire.

Et les autres partis? Nous pensons que si Carlos Andrés (3) avait été au pouvoir, un effort sérieux aurait été fait pour soutenir le sandinisme, pour encourager son projet initial et pour dissuader les Etats-Unis de leurs aventures guerrières et le Costa Rica de sa complicité. Peut-on attendre cela de l'AD (4) s'il arrive au pouvoir? Il est indiscutable que le MAS (5), dans sa pratique quotidienne, n'a pas fait sienne la cause du sandinisme. En partie pour convenances électorales et pour souligner les caractéristiques vénézuéliennes de son socialisme. Cependant nous ne pouvons pas ne pas nous interroger sur le fait qu'il s'agirait là d'un indice de perte de substance de son soi-disant socialisme. Les autres partis ont organisé quelques actions de solidarité. Pour certains c'est un engagement sincère; mais pour d'autres c'est une manière déguisée de se faire reconnaître comme organisation et de subir la "morale révolutionnaire". Nous n'y avons pas vu la défense du sandinisme dans ce qu'il a de nouveauté et de promesse historique. Parallèlement, il y a l'action lucide et créatrice de certains hommes de culture, de quelques organismes culturels et groupes populaires, dont certains chrétiens.

Mais dans l'opinion publique, l'attitude générale est celle du silence. Le Nicaragua est pour l'heure à l'agonie. C'est le moment de la purification et du redressement ou bien celui du recul et de la mort. Le Venezuela semble rester indifférent au sort de tant de frères et de l'espoir qu'ils ont engendré dans une si grande douleur. Le Nicaragua n'est pas un thème de campagne électorale. Il ne retient pas l'attention des parlementaires ni des syndicats. Il ne fait pas l'objet de prières ferventes dans les églises. Il ne semble pas émouvoir la jeunesse. Devrons-nous attendre qu'il meure pour que nous sortions de notre torpeur et que, tous ensemble, nous entonnions les lâches éloges funèbres de ce que nous n'avons pas défendu quand il en était encore temps?

Ne pourrions-nous pas au moins soutenir réellement le Groupe de Contadora (6) au lieu de le geler comme semble le faire notre gouvernement? L'opinion publique ne pourrait-elle presser notre gouvernement de s'engager dans une politique effective de petits pas? Deux mesures au minimum sont à notre portée. La première serait d'oeuvrer, comme le Mexique, à la neutralité réelle du Costa-Rica et à la démilitarisation de la frontière hondurienne (pour empêcher l'invasion du territoire nicaraguayen et le transport d'armes vers El Salvador). La seconde, de concrétiser ce que proclament aussi bien les Etats-Unis que Cuba, à savoir le retrait des conseillers militaires étrangers et l'arrêt de l'aide militaire fournie par les différentes puissances. Ne pourrions-nous pas aider le Nicaragua pendant qu'il en est encore temps?

(3) Ancien président de la République. (4) "Action démocratique".

(5) "Mouvement vers le socialisme". (6) Cf. DIAL D 817, 865 et 879 (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 260 F - Etranger 310 F - Avion 380 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441